

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 05/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Société EVOLIA UVE**

Parc des Fontaines  
169 avenue Georges Clemenceau  
92000 Nanterre

Références : -

Code AIOT : 0006601697

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement Société EVOLIA UVE implanté 501 Impasse des Jasons B.P. 18066 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 15 janvier 2025 à 22 h a eu lieu une série de trois explosions de bouteilles de protoxyde d'azote. La dernière explosion a été particulièrement violente et a causé des dégâts significatifs. L'exploitant a signalé à l'inspection cet incident par mail du 16 janvier 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société EVOLIA UVE

- 501 Impasse des Jassons B.P. 18066 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006601697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur est situé au sud-ouest du centre-ville de Nîmes, dans une zone d'activité. La société SASU EVOLIA VALO GARD exploite un incinérateur d'une puissance thermique de 35,8 MW et est autorisée à traiter 114 500 tonnes de déchets par an (26 employés). Sur la base d'un fonctionnement annuel de 7 860 heures, sa capacité moyenne horaire de traitement est de 14 t/h. L'incinérateur traite, en priorité, les déchets ménagers pré-triés des communes adhérentes au SITOM Sud Gard et représentant une population d'environ 206 000 habitants. En 2021, l'incinérateur a traité 112 500 tonnes de déchets ménagers. Le site est également autorisé à traiter des déchets d'activités de soins à risque infectieux (11 000 tonnes par an) et des Déchets d'Activité Economique non dangereux. L'incinération de boues de stations d'épuration n'est toujours pas envisagée dans l'immédiat.

L'unité d'incinération produit, depuis juin 2005, de l'électricité par la récupération de l'énergie thermique libérée par la combustion des déchets. De plus, depuis la fin de l'année 2014, une partie de l'énergie thermique est également valorisée avec un raccordement au réseau de chauffage urbain, de la ville de Nîmes. L'incinération de déchet peut ainsi être qualifiée de valorisation énergétique suivant l'article 34-1 de l'arrêté ministériel modifié du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n° 02.004N du 27 février 2002, à exploiter ces installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur son site industriel de Nîmes. A ce jour, les installations sont principalement réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 octobre 2011 (prescriptions techniques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.121N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 11 octobre 2021 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification de l'origine géographique des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (D.A.S.R.I.). La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 4 mars 2022 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification du tonnage autorisé sur l'UVE Evolia de Nîmes. L'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 a acté ces demandes. La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 15 mai 2024 un porté à connaissance relatif à des modifications des conditions d'exploiter suite au renouvellement de la DSP pour 10 ans. Le 6 août 2024, l'entité juridique de l'exploitant a changé pour devenir SASU EVOLIA VALO GARD.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-044-DREAL du 13 septembre 2024 acte ces modifications et le changement d'exploitant.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a signalé cet incident par mail du 16 janvier 2025 à l'inspection et a transmis un rapport BARPI suite à l'inspection le 22 janvier 2025.

Les réparations ont été faites le 30 janvier 2025 après la réception des pièces manquantes du brûleur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/04/2010, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
<b>Constats :</b>  Le 15 janvier 2025 à 22 h a eu lieu une série de trois explosions de bouteilles de protoxyde d'azote. La dernière explosion a été particulièrement violente et a causé des dégâts significatifs. <ul style="list-style-type: none"><li>• Une ouverture sur le casing au niveau des alimentateurs qui a été provisoirement réparée avec du Kerlane (isolant thermique haute température) et une plaque d'acier.</li><li>• Un souffle très chaud est sorti au niveau du brûleur, endommageant des câbles électriques et des composants électriques dans un coffret à proximité du brûleur.</li></ul> Cet incident a provoqué un dépassement de CO sur 30 minutes.  L'exploitant a signalé cet incident à l'inspection par mail du 16 janvier 2025 et a transmis un rapport BARPI suite à l'inspection le 22 janvier 2025.  Les réparations ont été faites le 30 janvier 2025 après la réception des pièces manquantes du brûleur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite